

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Bourges, le 29 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE BORNAY 2

188 rue Maurice Béjart
34000 Montpellier

Références :

Code AIOT : 0010013413

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2022 dans l'établissement PARC EOLIEN DE BORNAY 2 implanté Pièces de Bornay 18120 CHERY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée pendant le chantier de construction du parc éolien : les travaux de terrassement et de coulage des fondations sont achevés, aucune éolienne n'est montée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE BORNAY 2
- Pièces de Bornay 18120 CHERY
- Code AIOT : 0010013413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'exploitation du parc éolien, composé de 5 aérogénérateurs (E6 à E10) et d'1 poste de livraison électrique (PDL) implantés sur la commune de Chéry, est encadrée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/11/2018.

La société VALECO assure la gestion technique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures en phase de chantier de construction
- Protection de la ressource en eau
- Gestion des déchets dont les terres excavées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	biodiversité	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 4.2.1 - Titre II	/	Sans objet
3	protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 4.3 - Titre II	/	Sans objet
4	déclaration d'ouverture de chantier	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 1 - Titre III	/	Sans objet
5	déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
6	terres excavées (non polluées)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	coordonnées des aérogénérateurs	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 3 - Titre I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : coordonnées des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 3 - Titre I
Thème(s) : Situation administrative, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Coordonnées géographiques en Lambert 93 des 5 aérogénérateurs
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Documents consultés : - plan d'implantation du 28/07/2021 par un géomètre expert avec les coordonnées en RGF93-CC47; - tableur de conversion des coordonnées géographiques des 5 aérogénérateurs par VALECO; - plan d'accès aux aérogénérateurs du dossier de demande d'autorisation. L'inspection constate que les coordonnées des 5 éoliennes sont cohérentes et que les accès aux 5 aérogénérateurs aménagés sur le site correspondent au plan susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 4.2.1 - Titre II
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour éviter de perturber les espèces nicheuses, les travaux de construction ou de déconstruction des aérogénérateurs ne doivent pas débuter entre le 1er avril et le 31 juillet inclus ou sous réserve d'un contrôle préalable de l'absence de nid occupé, réalisé par une personne ou un organisme expert. En cas d'arrêt de plus d'un mois du chantier avec une reprise des travaux entre le 1er avril et le 31 juillet inclus, un contrôle préalable analogue doit être mis en œuvre. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les aménagements temporaires (aire principale du chantier de construction / déconstruction, plate-formes de montage, passages des câbles de raccordement) et pérennes (chemins d'accès, plate-formes de maintenance, fondations des aérogénérateurs) sont réalisés en dehors des aires remarquables (notamment les milieux prairiaux, les points d'eau, les zones humides et les massifs boisés) et avec le souci de préserver les zones boisées, particulièrement le réseau de haies et les arbres isolés, conformément au dossier de demande fourni par le pétitionnaire. En particulier, les travaux de déboisement de la chênaie située à proximité de l'éolienne E6 portent sur une superficie maximale de 523 m ² et sont effectués entre le 1er septembre et le 29 février. En compensation du déboisement de la chênaie susvisée, l'exploitant procède, préalablement aux travaux de déboisement, à la plantation de haies bocagères sur une superficie au moins égale à 523 m ² . Le choix des espèces plantées vise à favoriser la création d'un habitat a minima équivalent sur le plan écologique à la chênaie susvisée et le choix des lieux d'implantation est déterminé de façon à maintenir une distance suffisante d'éloignement des aérogénérateurs afin d'éviter tout risque de collision avec les chiroptères. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un rapport justifiant les choix retenus.
Constats : L'exploitant n'a pas procédé à la plantation de 523 m ² de haies bocagères en compensation du déboisement de la chênaie.

Observations :**Documents consultés :**

- planning du chantier par VALECO;
- déclaration réglementaire d'ouverture de chantier adressée à la mairie de Chéry le 20/07/2021;
- note de VALECO sur le déboisement;
- échanges de courriels internes à VALECO en 2021;
- plan général de coordination pour la protection de l'environnement par ECOSPHERE en février 2020;
- comptes rendus de suivi écologique des 21/03/2022 et 11/07/2022 par VALECO et ECOSPHERE;
- compte rendu de réunion de lancement du 05/08/2021 par VALECO et ECOSPHERE.

Le chantier a débuté le 02/08/2021 puis a été suspendu du 28/01/2022 au 20/07/2022.

La reprise du chantier a été précédée du passage d'un écologue le 11/07/2022 qui n'a pas relevé de nidification.

Il s'avère que le propriétaire de la parcelle sur laquelle s'implantait la chênaie a procédé de sa propre initiative au déboisement sans avertir VALECO.

L'exploitant prévoit la plantation de haies bocagères, dont la localisation n'est pas encore arrêtée, à l'hiver 2022-2023 en compensation du déboisement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 4.3 - Titre II
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que le personnel intervenant sur le chantier de construction/déconstruction et lors des maintenances de l'installation est sensibilisé à la vulnérabilité de la ressource en eau. [...] Cette disposition fait l'objet de consignes écrites formalisées dans le plan de prévention, incluant la liste des autorités à prévenir en cas d'incident/accident.</p> <p>Des mesures spécifiques sont prises pour préserver la ressource en eau. Ces mesures sont a minima les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La zone de stationnement des véhicules, ainsi que la zone d'entreposage des produits et des déchets sont limitées à une aire étanche positionnée de manière à assurer un éloignement d'au moins 700 mètres du périmètre de protection éloignée du captage d'alimentation en eau potable du Luard. Tout stockage de produits polluants pour l'environnement (incluant les hydrocarbures et les huiles hydrauliques) est interdit en dehors de l'aire susvisée. • Le stockage et l'approvisionnement en carburants et autres produits nécessaires au fonctionnement des engins de chantier, de même que les fosses étanches destinées à recueillir les eaux de nettoyage des toupies ayant contenu du béton sont réalisés sur l'aire susvisée. • Les opérations d'entretien et de réparation des engins de chantier sont interdites sur le site du parc éolien. • Des rétentions sont associées à chaque stockage de produits dangereux pour l'environnement. Les rétentions sont dimensionnées pour contenir la totalité du volume de produits stockés. Tout stockage de ces produits en dehors des rétentions est interdit. La zone de stockage est inaccessible en dehors des heures de chantier. • Les déchets dangereux pour l'environnement produits dans le cadre du chantier de construction/déconstruction sont stockés dans des conteneurs adaptés au contenant et étanches. Ces déchets sont régulièrement collectés et éliminés par une société spécialisée. <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaque engin de chantier dispose d'un kit anti-pollution destiné à contenir les conséquences d'un déversement de produits dangereux en cas d'incident/accident. • Les opérations de coulage du béton sont réalisées dès la fin de réalisation des fouilles des fondations de chaque aérogénérateur afin d'éviter toute accumulation d'eaux pluviales au sein des fouilles. • Au point bas de chaque plateforme est installé, pendant toute la durée du chantier de construction/déconstruction du parc, un bassin de décantation imperméable destiné à assurer le traitement des eaux de ruissellement avant rejet au milieu naturel. • Une procédure d'intervention en cas de déversement accidentel de fluide susceptible d'altérer la qualité de l'eau est mise en place. L'inspection des installations classées, la délégation départementale du Cher de l'Agence Régionale de Santé, la Mairie de Massay et l'exploitant du captage d'eau potable du Luard doivent être alertés dès la mise en œuvre de cette procédure. <p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une procédure d'alerte des autorités locales en cas de déversement de polluants et l'alerte n'a pas été donnée lors du déversement d'hydrocarbures sur le site liée à un vol nocturne de carburant.</p> <p>L'exploitant doit transmettre un compte rendu de l'incident relatant les circonstances et les mesures prises pour contenir et traiter la pollution constatée.</p>

Observations :

Documents consultés :

- comptes rendus de suivi écologique des 21/03/2022 et 11/07/2022 par VALECO et ECOSPHERE;
- plan général de protection de l'environnement de février 2020 par ECOSPHERE;
- procédure en cas de pollution - consigne en cas de déversement accidentel Parc Eolien de Bornay 2 par VALECO;
- plan de respect de l'environnement par COLAS;
- fiches de contrôle des fonds de fouille d'octobre 2021 par ANTEA GROUP;
- planning du chantier par VALECO;
- compte rendu de réunion de lancement du 05/08/2021 par VALECO et ECOSPHERE;
- plans matérialisant la base vie, l'aire étanche et leur distance d'éloignement au périmètre de protection éloigné du captage du Luard.

En ce qui concerne la consigne à suivre et la procédure d'alerte en cas de déversement accidentel de polluants, l'inspection relève que :

- la consigne pour le personnel de chantier est affichée dans la salle de réunion de la base vie;
- l'exploitant indique que c'est le responsable HSE de VALECO qui est chargé d'alerter les autorités locales mais la procédure n'est pas formalisée;
- l'alerte n'a pas été donnée lors du déversement d'hydrocarbures sur le site liée à un vol nocturne de carburant.

En outre, l'inspection relève que :

- la base vie est dotée d'une plateforme, d'une superficie de 1 000 m² environ et étanche selon l'exploitant, mais implantée à 540 m (au lieu-dit "la Fontaine Saint-Martin") du périmètre de protection éloigné du captage du Luard;
- un conteneur stocké en limite de la plateforme susvisée contient de l'outillage;
- un autre conteneur sur la base vie n'a pas pu être déverrouillé par l'exploitant;
- aucun stockage de déchets ou de produits liquides polluants n'a été identifié sur la base vie et le chantier.

L'inspection constate également :

- la présence d'un kit anti-pollution dans un des engins de chantier sur la plateforme d'E6;
- la présence d'un fossé relié à un bassin de rétention des eaux pour chaque plateforme;
- la matérialisation par des panneaux d'une aire étanche nue dans le virage d'accès à E10 à plus de 700 m du périmètre de protection éloigné précité.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : déclaration d'ouverture de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 1 - Titre III
Thème(s) : Autre, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à la réalisation de ces opérations, l'exploitant informe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Préfète du Cher ; - l'inspection des installations classées ; - la Direction Départementale des Territoires du Cher ; - le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cher ; - le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer - Direction Générale de l'Aviation Civile - Service National d'Ingénierie Aéronautique (SNIA) - Pôle de Nantes, zone Aéroportuaire CS 14321 44343 BOUGUENNAIS CEDEX ; - le Ministère de la Défense - Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord à Cinq-Mars-La-Pile (BA 705 - SDRCAM Nord - RD 910 - 37076 TOURS CEDEX 02) : <p>➤ des dates de début et de fin de chantier pour l'installation des éoliennes, en rappelant pour chacune d'elles, sa position géographique exacte, en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), ainsi que son altitude en mètres NGF (nivellement géographique de la France) à la base et leur hauteur au sommet (pales comprises) ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas procédé aux envois de courriers aux services contenant l'ensemble des données requises avant le démarrage du chantier de construction.</p>
<p>Observations : Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - copies des courriers adressés le 20/06/2022 par VALECO au préfet du Cher, à la DDT du Cher, au SDIS de l'Indre, au SDIS du Cher, à la SDRCAM Nord, à la DGAC et à l'inspection des installations classées. <p>Aucun courrier n'a été adressé aux services avant le début du chantier en août 2021 et les courriers du 20/06/2022 ne mentionnent pas explicitement l'altitude en mNGF en pied de machine et la hauteur en sommet de machine (pales comprises).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
<p>Constats : L'exploitant doit procéder aux corrections et compléments nécessaires dans le registre et les BSD des déchets produits en phase de chantier et justifier que les terres polluées par les hydrocarbures ont été traitées en tant que déchets dangereux.</p>

Observations :

Documents consultés :

- registre chronologique des déchets sortants en version dématérialisée (tableur de VALECO);
- bons d'enlèvement de DIB, ferraille et bois par PAPREC du 03/12/2021 et BSD correspondants;
- BSD d'eaux souillées du 28/02/2022 ;
- bon de réception de terres polluées par des hydrocarbures par VALORTERRE du 22/04/2022 et BSD correspondant.

Le registre ne mentionne pas le numéro SIRET et l'adresse du producteur, du transporteur et de l'entreprise assurant le traitement final de chaque déchet (voir article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments).

En ce qui concerne les déchets pris en charge par PAPREC, l'inspection note une incohérence entre la quantité de DIB mentionnée dans le bon d'enlèvement et le BSD (9 740 kg) et la valeur enregistrée dans le registre (1 000 kg) et relève que le type de traitement des déchets de bois n'est spécifié dans aucun document.

De même, le BSD relatif aux eaux souillées prises en charge par GESSET ne précise pas le type de traitement final.

En ce qui concerne les terres polluées par les hydrocarbures (940 kg le 22/04/2022), ce sont des déchets dangereux : le code déchet mentionné dans le BSD n°1 du 22/04/2022 et le registre est incorrect.

L'exploitant déclare que la pollution de terres aux hydrocarbures est liée à un acte de malveillance sur le chantier (voir point de contrôle sur la protection de la ressource en eau).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : terres excavées (non polluées)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants. Le registre contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie : - la date de l'expédition des terres excavées et sédiments ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement [...] - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³</p> <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement</p> <p>d) Concernant la destination des terres excavées et sédiments : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés ; - l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le code du traitement qui va être opéré par la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchets, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant doit corriger et compléter le registre chronologique des déchets sortants quant aux 1000 tonnes de terres excavées le 18/03/2022.</p>

Observations :**Documents consultés :**

- registre chronologique des déchets sortants en version dématérialisée (tableur de VALECO);
- demande préalable d'acceptation pour les déchets inertes n° DP22030013C établie par la société RENOROUTE le 17/03/2022 pour 1 000 t de terres et cailloux.

L'exploitant indique que les deux lignes du registre portant sur l'évacuation de 1 000 t de terres excavées sont erronées quant à la qualification des terres car elles n'ont pas été contaminées par des hydrocarbures.

Il s'agit de terres et cailloux issus des opérations d'excavation pour les fondations des aérogénérateurs qui n'ont pas pu être utilisés in situ en remblais.

L'inspection constate que plusieurs données n'apparaissent pas dans le registre :

- le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production
- le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés
- l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le code du traitement qui va être opéré par la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchets, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet